

Les Robins des bois de l'ère numérique



De plus en plus d'écoles seront reliées à Internet au Brésil.
(ACDI : P. St-Jacques)

2005-10-06

par Chantal Srivastava

En février 2002, la municipalité de Porto Alegre dans le sud du Brésil accueille la deuxième édition du Forum social mondial où des dizaines de milliers de personnes sont venues proposer d'autres solutions au modèle économique prédominant.

Un autre monde est possible, thème de la rencontre, témoigne de la profonde conviction de Carlos Afonso, directeur du développement technologique du [RITS](#) (Rede de informações para o Terceiro Setor) : Internet est au cœur de ce monde. Le RITS est un organisme sans but lucratif, basé à Rio de Janeiro, qui oeuvre depuis 1997 pour mettre l'informatique et ses formidables outils de communication au service des plus démunis, les exclus de la révolution numérique. Le RITS tire son nom de son objectif ultime : créer un véritable réseau d'informations pour la société civile. Le réseau est financé notamment par l'UNESCO, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada.

Pour Afonso, la rencontre de Porto Alegre a été un véritable banc d'essai, le RITS ayant pris en charge la gestion des sites Internet du Forum social mondial. C'était là une tâche colossale pour une organisation qui ne dispose pas des ressources des grandes entreprises privées. Les résultats sont éloquentes : les sites ont reçu en moyenne 200 000 visiteurs par jour. « Au plus fort de la rencontre, un demi-million de visites ont été enregistrées en une seule journée », rapporte Afonso. « Je ne cache pas qu'à certains moments, nous étions inquiets. Nous étions rivés à nos ordinateurs, espérant que nos serveurs tiennent le coup. » Mais la technologie — le réseau utilise surtout des logiciels libres — a eu raison de leurs inquiétudes.

Internet au service des ONG

Au RITS, on est très fier de cet exploit. Un vrai coup de maître pour ce petit réseau qui a su démontrer ce qu'il peut accomplir pour la société civile. Paulo Lima, secrétaire exécutif du RITS, y voit aussi une reconnaissance de la grande influence d'Internet. « Sans Internet, il aurait été difficile d'envisager la tenue d'un forum comme celui-là. Internet joue un rôle de premier plan dans la préparation de ce genre d'événements. » Afonso renchérit : « D'ailleurs, les organisateurs du Forum commencent à se rendre compte de l'importance des nouvelles technologies de l'information

et de la communication (TIC) pour la société civile. Ils ont même prévu cette année des séminaires et des ateliers sur cette thématique. J'en suis ravi. »

La participation du RITS au Forum de Porto Alegre illustre bien la mission que s'est donnée le réseau : moderniser les organisations qui travaillent pour la société civile. La clef de la transformation c'est l'information et le virage numérique. Le RITS prêche donc par l'exemple en diffusant gratuitement en ligne chaque semaine le RETS (*Revista do terceiro setor*), magazine électronique qui résume l'actualité des organisations non gouvernementales (ONG) brésiliennes. Au sommaire, des nouvelles, des dossiers, des entrevues et des petites annonces sur des thèmes d'intérêt public.

« Chaque semaine, nous abordons une foule de sujets qui s'inspirent entre autres choses de l'abondant courrier que nous recevons des ONG », explique Graciela Selaimen, rédactrice en chef de la publication et responsable de tout le secteur de l'information au RITS. « Nous publions le magazine en ligne tous les vendredis. Nous avons aussi 60 000 abonnés à notre bulletin hebdomadaire. Les échos que nous en avons sont très positifs. Les gens nous écrivent pour nous dire à quel point il leur est utile. C'est très gratifiant. »

Un réseau d'informations sur la société civile

Selaimen supervise aussi la mise en ligne du catalogue des ONG brésiliennes, un puissant moteur de recherche qui répertorie la moitié des ONG de la société civile au Brésil. « On y retrouve 40 000 organisations qui travaillent dans des secteurs comme l'environnement, la santé, l'éducation, l'aide aux enfants défavorisés, la discrimination. Au fil des ans, le RITS est devenu la référence dans le secteur des ONG au pays. » Le site du RITS héberge également un centre d'études virtuel sur la société civile brésilienne. Les projets de loi, la réglementation, l'incidence des technologies de l'information sur la vie des citoyens, tout y est analysé en profondeur.

En outre, le RITS exploite un portail de pointe, [*Cidadania na Internet*](#), dont le contenu, qui traite de divers thèmes sociaux, politiques, économiques et culturels, est préparé et mis en ligne par plus de 60 ONG. Le RITS s'apprête également à lancer un centre de consultation en direct sur les politiques publiques en matière d'inclusion numérique.. En 2003 , il a lancé également *Oppi, Observatório de Políticas Públicas de Infoinclusão* (Politiques publiques d'infoinclusion) – un centre de référence sur le Net traitant des politiques publiques en matière d'inclusion numérique.

Trois cents ONG brésiliennes, dont certaines parmi les plus importantes du pays, sont formellement associées au RITS. Elles paient de 200 à 700 \$US par année pour se prévaloir de services comme l'hébergement de sites Web, le courrier électronique ou l'intranet qui permettent d'optimiser et de concerter les efforts en favorisant les échanges. Le RITS donne aussi à ses membres un accès privilégié à des informations sur la gestion et le droit des associations, en plus de leur fournir un soutien technique en agissant à titre de consultant lors de l'élaboration des pages Web et de leur contenu. Les associations versent des droits annuels avoisinant 120 \$US, selon le type de services utilisés. En 2005, le RITS a entrepris de fournir des services Internet à des entreprises, en contribuant ainsi à poursuivre les projets sociaux que l'organisme développe et soutient.

Le défi : brancher tous les Brésiliens

Le RITS veut permettre aux démunis de faire entendre leur voix sur le Web. « Notre principal défi consiste à trouver le moyen de faire entendre cette voix à tous les Brésiliens », déclare Lima. « Moins de 6 % des Brésiliens sont branchés sur Internet. Les usagers sont surtout concentrés dans le sud du pays, près de Rio ou de São Paulo. Les régions éloignées des grands centres n'ont pas

accès à un serveur local, ce qui augmente les coûts d'utilisation », déplore pour sa part Afonso, citant des statistiques qui en disent long : dans plus de 80 % des municipalités brésiliennes, les fournisseurs d'accès Internet doivent établir une communication interurbaine avant d'accéder au réseau. Ils ne peuvent donc se permettre d'offrir le service local, les coûts de ces communications étant trop élevés pour qu'il soit rentable.

Afin de favoriser l'accès à Internet pour tous, les autorités ont mis en place un fonds spécial, le FUST (*Fundo de Universalização dos Serviços de Telecomunicações*). Le principe de ce fonds d'universalisation des services de télécommunications est simple : il s'agit de mettre à contribution les entreprises établies au Brésil dans le secteur des télécommunications et de la téléphonie. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2001, les compagnies de téléphone et les câblodistributeurs implantés au Brésil doivent investir 1 % de leur revenus bruts dans le FUST. Total de la cagnotte : un demi-milliard de dollars par année. Et l'initiative est prévue pour cinq ans.

« C'est beaucoup d'argent. La grande préoccupation que nous avons c'est de nous assurer que cette somme sera investie de façon efficace », confie Lima. « Ce fonds pourrait permettre à Internet de rejoindre un plus grand nombre de citoyens, ce qui est au cœur de notre mission. Mais encore faut-il que l'argent soit utilisé correctement », ajoute-t-il.

De l'argent qui dort

Jusqu'à maintenant, les millions accumulés dans le FUST dorment dans les tiroirs à cause de querelles administratives et politiques. De plus, le type de projets qui pourront être financés a été défini unilatéralement par les autorités. « Nous voulons brancher des écoles, des bibliothèques, des centres de santé. Reste à voir dans quelle mesure tout cela pourra favoriser la participation des citoyens et des collectivités à la société civile. L'inclusion numérique ce n'est pas seulement le fait d'être branché en réseau. Il faut aussi être capable d'exploiter Internet. Par exemple, il ne suffit pas qu'une école y ait accès. Les élèves doivent apprendre comment raconter ce qu'ils ont à dire sur le Web », souligne Afonso, qui surveille aussi de près tout le processus d'appel d'offres mis en place par les autorités. Dans sa ligne de mire, les éventuels conflits d'intérêt et les dérapages qui pourraient survenir.

Que faire de tout cet argent ? Selon Afonso, la moitié des sommes en jeu pourrait permettre d'installer et d'exploiter 6500 télécentres à la grandeur du pays, soit l'équivalent d'un centre par 25 000 habitants. Les télécentres sont des points d'accès communautaire à Internet. Déjà, dans la mégapole de São Paulo (qui compte une population de 12 millions de personnes), le RITS a ouvert, en partenariat avec la municipalité, 80 télécentres dans les secteurs les plus défavorisés de la ville. Chaque télécentre est équipé de 20 postes de travail qui utilisent uniquement des logiciels libres et sont branchés à Internet. C'est la municipalité qui en assure la viabilité financière, les utilisateurs y ont accès gratuitement et chacun des centres est administré par un comité directeur formé de représentants d'organismes locaux. Les télécentres sont fréquentés par plus de 350 000 personnes.

Afonso et ses collègues du RITS épaulent du mieux qu'ils le peuvent les initiatives semblables mises sur pied ailleurs au pays. Ils travaillent de concert avec l'Institut national de technologie de l'information (Instituto Nacional de Tecnologia da Informação, ITI) et Petrobras à un projet appelé Casa Brasil visant à créer 50 télécentres dans les villes et régions du pays.

Ils sont en quelque sorte des Robins des bois de l'ère numérique qui veulent mettre Internet au service des pauvres. Leur grand défi consiste à faire partager leur préoccupation par les ONG qui ont déjà bien du pain sur la planche. Le RITS tente de les convaincre que le jeu en vaut la chandelle et que, pour une ONG, investir dans Internet est un moyen de mieux accomplir sa

mission. « Si les ONG utilisaient davantage les nouvelles TIC, elles seraient au bout du compte beaucoup plus efficaces », conclut Afonso.

Chantal Srivastava est rédactrice pigiste au Brésil.

Renseignements

Paulo Lima, directeur général, RITS Rua Guilhermina Guinle, 272, 6^e étage, Botafogo, 22270-060 Rio de Janeiro RJ, Brésil; tel. : +55 (21) 2527-5494; Téléc. : +55 (21) 2527-5460; Courriel : plima@rits.org.br